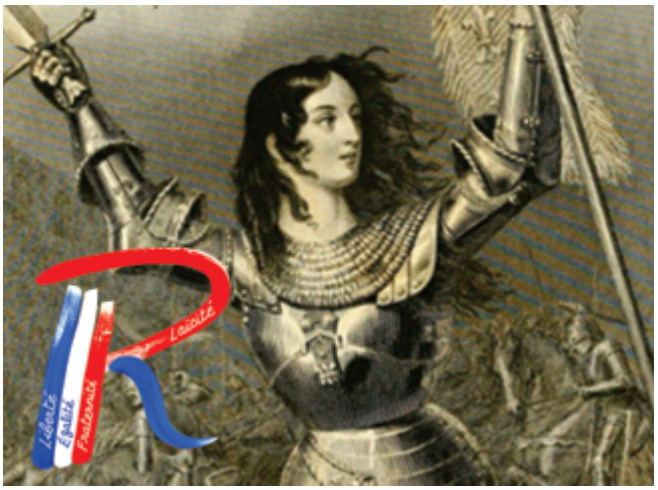
Le maire de Perpignan: non à l'enseignement de l'arabe en primaire

écrit par Alain de Catalogne | 21 février 2016



Le maire tient tête à l'inspection académique à Perpignan, très justement il évoque le retard des petits immigrés en français quant ils reviennent de vacances ! A Perpignan en toute logique, en dehors de l'anglais, l'espagnol s'impose comme langue étrangère avec l'Espagne à 30 minutes de voiture.

L'enseignement de l'arabe en primaire fait polémique à Perpignan

Des enseignements religieux sont-ils dispensés dans les écoles publiques de la ville ? Les avis divergent entre l'inspection académique et la Ville de Perpignan.

Un bras de fer oppose la Ville de Perpignan et l'inspection académique sur la tenue de cours de langue arabe par des professeurs recrutés et payés par des pays étrangers dans le cadre d'accord binationaux.

• La polémique enfle à Perpignan.

En cause, l'opposition, depuis septembre, de Jean-Marc Pujol, maire de la commune, à la tenue de cours spécifiques de langue arabe dans les écoles primaires publiques de la ville. Ce dispositif, dit Elco, créé dans les années soixante-dix pour permettre aux enfants d'immigrés de garder un lien linguistique avec leur pays d'origine, accorde à des élèves, via des conventions entre deux États, de suivre un enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine sur le temps

périscolaire.

Les enseignants étant recrutés et rémunérés par le pays d'origine des familles. Refusant donc d'accorder des salles et du personnel pour le déroulement des cours, le maire est entré en conflit avec le directeur académique Michel Rouquette qui, dans un courrier de janvier, a rappelé à Jean-Marc Pujol ses obligations pour les 462 élèves inscrits à Perpignan.

• Un enseignant algérien visé

Pourtant, ce dernier persiste et signe. "Ce dispositif, dont j'ignorais l'existence jusqu'à cette dernière rentrée, est une erreur. C'est le contraire qu'il faut faire en renforçant les enseignements du français. Car on constate dans les quartiers difficiles, après le retour de vacances, que les élèves régressent en français. Dans le même temps, un article du Monde critique cette mesure en évoquant une atteinte à la laïcité." Le maire Les Républicains va même plus loin. "Sans mon accord, les cours se tiennent toujours à Perpignan, alors que l'on me fait remarquer du prosélytisme religieux dans certaines écoles par un professeur."

• Aucun fait grave pour l'académie

Selon nos informations, des parents d'élèves auraient bien effectué des signalements à la municipalité pour dénoncer un enseignement plus religieux que linguistique dans les écoles primaires Pasteur-Lamartine, Ferry et Duruy.

La Ville aurait alors fait remonter ces problèmes à l'inspection académique qui a diligenté un rapport sur la situation. Pourtant, selon Michel Rouquette qui a pu avoir accès au dossier, a contrario des élus de la Ville, "aucune observation négative sur le déroulé des cours n'a été enregistrée tout comme nous n'avons pas eu de plainte de parents. Il y a une vigilance forte de nos services dans le cadre de ces accords binationaux. Des préconisations pédagogiques ont été faites, mais rien d'inhabituel. Si on avait connaissance de faits graves, j'aurais pris une décision sur le champ".

Toujours selon nos informations, le professeur en question serait absent depuis plusieurs semaines. De quoi ajouter de la suspicion autour de son cas. Si Michel Rouquette a bien envoyé un courrier à l'ambassade d'Algérie en France, c'est donc pour "connaître les raisons de cette absence qui peut être liée à des problèmes de santé".

Toujours est-il que le maire de Perpignan ne semble pas vouloir relâcher la pression et a même prévu de se rendre dans les écoles à l'heure où sont dispensés les cours, manière de se rendre compte du déroulement du dispositif qui, selon ses informations, "ne serait pas un grand succès du fait de l'important taux d'absentéisme des élèves enregistrés». Par ailleurs et alors que des polémiques de

même ordre se font entendre en France, la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, aurait émis le souhait de mettre fin à ce dispositif pour le remplacer par des cours de langue vivante sur le temps scolaire.

http://www.lindependant.fr/2016/02/20/proselytisme-religieux-a-l-ecole-primaire-mythe-ou-realite,2159304.php

Note de Christine Tasin

Effectivement cet enseignement des "langues et cultures d'origine" est légal, puisque prévu par la loi, et existe dans nombres de villes, là où il y a un certain nombre d'enfants de l'immigration.

Néanmoins le maire a raison, non seulement parce que ces enfants ont plus besoin de français que de langues d'origine, mais parce que l'arabe qui est enseigné n'est pas parlé dans les familles qui parlent un arabe dialectal, c'est l'arabe utilisé pour l'enseignement de l'islam… Il est donc logique de s'interroger sur l'enseignement "religieux" véhiculé avec l'arabe… Et on peut se dire que le maire sait de quoi il parle, quand on sait à quel point Perpignan est devenu terre privilégiée pour les immigrés et les gens du voyage…

Par ailleurs, la déclaration de Bel Kacem est une déclaration de guerre supplémentaire, puisqu'elle prétend imposer en première ou seconde langue étrangère un peu partout l'arabe, aux dépens de l'allemand ou de l'espagnol, langues européennes et indo-européennes, logiques pour des petits Français. On va enfermer encore davantage les petits musulmans dans leur monde… Et supprimer pour les nôtres la possibilité d'avoir cours d'allemand ou d'espagnol, puisque, là où ils ne sont pas en majorité, ils ne seront pas suffisamment nombreux pour que subsistent les heures de seconde langue autre que l'arabe, ils devront donc choisir l'arabe comme seconde langue, voire comme première langue… Bingo ! Bel Kacem, avec son projet, fait coup double. Et elle fait entrer encore plus de musulmans dans l'Education nationale, chargés d'enseigner l'arabe… Coup

triple.